



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

Appel d'offres ouvert n°2025/0560/EdA-DA

**Fourniture de poissons, mollusques et crustacés à l'état frais
issus de la pêche ou d'élevage au profit des formations
militaires stationnées en France métropolitaine**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
applicable à l'ensemble des accords-cadres à bons de commande**

Annexe 1 - Liste des autorités chargées de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande

Annexe 2 - Classification des litiges et autorités chargées de leur traitement

Annexe 3 - Déclaration de chiffre d'affaires

Annexe 4 – Tableaux de reporting

Annexe 5 – Modèle de mercuriale

Annexe 6 – Liste des labels éligibles "EGalim" et équivalents

Annexe 7 – Carte achat Toulon

S O M M A I R E

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE	3
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	3
2.1. Parties contractantes et bénéficiaires.....	3
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre à bons de commande	3
2.3. Durée de l’accord-cadre à bons de commande	4
2.4. Clause de réexamen.....	4
2.5. Non-reconduction	5
2.6. Loi « EGalim » et composition des mercuriales.....	5
2.7. Pêche durable / MSC / ASC	5
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	5
3.1. Dispositions générales	5
3.2. Priorité des pièces.....	6
3.3. Exhaustivité des pièces de l’accord-cadre à bons de commande.....	6
ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS.....	6
4.1. Substitution de produits	6
4.2. Référencement de nouveaux produits.....	7
ARTICLE 5 – PRIX.....	7
5.1. Forme et nature des prix	7
5.2. Ajustement des prix	8
5.3. Clause de sauvegarde	9
ARTICLE 6 – CORRESPONDANT EN CHARGE DU SUIVI DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	9
ARTICLE 7 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE10	10
7.1. Autorités chargées de l’exécution de l’accord-cadre à bons de commande	10
7.2. Schéma d’exécution de l’accord-cadre à bons de commande	10
7.3. Processus de commande	10
7.4. Reporting	11
7.5. Visite obligatoire au cours de l’accord-cadre à bons de commande.....	11
7.6. Plan d’accompagnement commercial et suivi EdA	12
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE LIVRAISON.....	12
8.1. Conditions de livraison.....	12
8.2. Processus de livraison.....	13
8.3. Responsabilité du titulaire	14
ARTICLE 9 - MODALITÉS FINANCIÈRES	14
9.1. Mandat administratif	15
9.2. Système de règlement par carte d’achat	16
9.3. Rémunération de l’EdA au titre de l’intermédiation contractuelle.....	18
ARTICLE 10 – SANCTIONS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION.....	20
Les manquements constatés dans le cadre de l’exécution de l’accord-cadre à bons de commande sont notifiés au titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.....	20
10.1. Pénalités.....	21
10.2. Exécution aux frais et risques.....	22
10.3. Résiliation.....	22
ARTICLE 11 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ	23
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ.....	24
ARTICLE 13 - LITIGES.....	24
ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS.....	24

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE

Les accords-cadres à bons de commande ont pour objet la fourniture de poissons, mollusques et crustacés à l'état frais issus de la pêche ou d'élevage au profit des formations militaires stationnées en France métropolitaine, dans le cadre du dispositif de l'intermédiation contractuelle.

La fourniture comprend l'approvisionnement, le stockage, le conditionnement et le colisage, le transport, la livraison aux adresses des formations clientes indiquées en annexe 1 au présent document, la facturation, la gestion des litiges et le paiement de la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre tous les moyens d'exécution des prestations afin d'assurer une exécution du contrat dans des conditions optimales : recrutements éventuels, achats de matériels, demandes d'habilitations, établissement des documents d'hygiène et de sécurité, etc.

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES ET BENEFICIAIRES

L'accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

↳ D'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur ».

↳ D'autre part, **la société** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

Les bénéficiaires de l'accord-cadre à bons de commande sont les formations clientes qui procèdent aux commandes (dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG FCS), réceptions, paiements des factures, traitements des litiges de 1^{er} niveau avec le titulaire, et transmettent à l'EdA des informations sur la qualité des prestations du titulaire et les éventuelles anomalies constatées.

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures fractionné à bons de commande, sans minimum et avec un estimatif et un maximum sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande en valeur, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les art. R 2161-2 et suivants relatifs à la procédure d'appel d'offres ouvert, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

Lot n°	Libellé	Montant financier estimatif annuel en € HT	Montant estimatif sur toute la durée de l'accord-cadre à bons de commande HT (4 ans)	Maximum financier sur toute la durée de l'accord-cadre à bons de commande en € HT (4 ans)
1	Fourniture de poissons, mollusques et crustacés à l'état frais issus de la pêche ou d'élevage (départements n°29, 35, 56 et 85)	210 000 €	840 000 €	2 520 000 €
2	Fourniture de poissons, mollusques et crustacés à l'état frais issus de la pêche ou d'élevage (départements n°03, 18, 23, 27, 28, 36, 37, 41, 45, 49, 50, 63, 72, 76 et 86)	100 000 €	400 000 €	1 200 000 €

3	Fourniture de poissons, mollusques et crustacés à l'état frais issus de la pêche ou d'élevage (départements n°9, 11, 12, 16, 17, 19, 31, 33, 40, 47, 64, 65, 66, 81 et 82)	180 000 €	720 000 €	2 160 000 €
4	Fourniture de poissons, mollusques et crustacés à l'état frais issus de la pêche ou d'élevage (départements n°01, 05, 06, 26, 30, 38, 69, 73, 74, 83, 84)	300 000 €	1 200 000 €	3 600 000 €
5	Fourniture de poissons, mollusques et crustacés à l'état frais issus de la pêche ou d'élevage (départements n°02, 08, 10, 21, 25, 51, 52, 54, 55, 57, 59, 67, 68, 70, 71, 88 et 90)	230 000 €	920 000 €	2 760 000 €
6	Fourniture de poissons, mollusques et crustacés à l'état frais issus de la pêche ou d'élevage (départements n°75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95)	100 000 €	4000 000 €	1 200 000 €

Des quantités estimatives par produit sont indiquées à titre indicatif au sein des annexes à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.

2.3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période ferme de douze (12) mois.

Cette date constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois douze (12) mois.

A l'issue de cette période d'exécution contractuelle de trois (3) ans, l'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois six (6) mois.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 17 février 2026.

2.4. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique le présent accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé durant son exécution, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- l'intégration de nouveaux points finaux de livraison dans l'accord-cadre à bons de commande ;
- l'intégration d'un nouveau bénéficiaire dans la limite du seuil de 50% du montant estimatif annuel de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le changement, la suppression d'adhérents ;
- en cas de demande de mise en avant d'espèces à privilégier/à proscrire ;
- Passation d'un marché complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;

- Modification des conditions d'exécution en raison de paramètres imprévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption) ;
- Augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre à bons de commande (durée ferme + reconductions), lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de l'accord-cadre à bons de commande est supérieur à 50 % du montant maximum global.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception (ordre de service, certificat administratif...), au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

2.5. NON-RECONDUCTION

Non-reconduction par le pouvoir adjudicateur ou par le titulaire : celui-ci doit en informer l'autre partie au plus tard :

- quatre (4) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande pour la période d'exécution contractuelle de trois (3) ans,
- deux (2) mois avant la fin du semestre pour la dernière période d'un (1) an.

Dans les deux cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande.

2.6. LOI « EGALIM » ET COMPOSITION DES MERCURIALES

L'article 24 de la loi EGalim (Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour « l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) instaure l'obligation **pour la restauration collective de s'approvisionner avec au moins 50 % de produits (en valeur) issus de l'agriculture biologique, locaux ou sous signe de qualité à compter du 1er janvier 2022. Parmi ces 50% de produits répondant à un gage de qualité, au moins 20% doivent être d'origine biologique.**

Par conséquent, le titulaire doit mettre tous les moyens en œuvre afin de respecter les obligations contenues dans cette loi en proposant dans les mercuriales des produits issus de l'agriculture biologique et « EGalim ».

La liste des labels éligibles à « EGalim » et équivalent comme indiqués à l'annexe 6 du CCAP.

2.7. PECHE DURABLE / MSC / ASC

Afin de faciliter une consommation durable des produits de la mer, le pouvoir adjudicateur, peut en cours de marché et en lien avec le titulaire, modifier la mercuriale des produits proposés en mettant en avant les espèces à privilégier et les espèces à proscrire.

Cette modification est actée par ordre de service, conformément à l'article 2.5 du présent document.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

3.2. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées ci-après.

3.2.1. Pièces spécifiques

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient) et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- 3°) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- 4°) l'offre du titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

- 5°) les bons de commande ;
- 6°) le catalogue du titulaire.

3.2.2. Pièces générales

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes (CCAG/FCS) passés au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021), sauf dérogations mentionnées à l'article 14 du présent CCAP ;
- le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (version de janvier 2014) ;
- les normes, les codes des usages professionnels, le GEMRCN, les spécifications techniques tels que cités dans le CCTP.

3.2.3. Dispositions générales applicables aux pièces de l'accord-cadre à bons de commande

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.3. EXHAUSTIVITE DES PIECES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence.

ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS

Définition d'une substitution : un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives (catégorie, calibre, etc...) équivalentes ou supérieures au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

En cas de rupture, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le titulaire. L'article de substitution est proposé au plus tard lors de la confirmation de la commande, c'est-à-dire à J+2 (J étant le jour de passation de la commande). Le titulaire doit obtenir l'accord express de la formation cliente pour la commande de substitution. La formation cliente ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés ;
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple), le titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au pouvoir adjudicateur (Econamat des Armées) par le biais du document fourni en annexe 5 au présent document.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'imputation des pénalités prévues à l'article 10.1 du présent document. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de s'approvisionner aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 10.2 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

4.2. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Achats sur catalogue ou nouveaux produits : la formation cliente peut acheter de nouveaux produits, inscrits au catalogue du titulaire, correspondants à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande. Ces produits suivent alors les mêmes règles que les produits initialement prévus dans l'accord-cadre à bons de commande et entrent dans les déclarations de volumes et chiffres d'affaires réalisés.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. FORME ET NATURE DES PRIX

Les prix des produits sont des prix franco de port, c'est-à-dire des prix produits livrés à la formation cliente, en euros hors taxes sur la valeur ajoutée (TVA), avec au plus deux décimales.

Les prix franco de port correspondent aux prix produits livrés aux formations clientes si la quantité minimale de commande est respectée. Ce montant minimum de commande ne peut pas dépasser 100 €. Dans les cas où ce montant minimum de commande par livraison n'est pas respecté, le titulaire a la faculté d'imputer des frais de port ou de refuser la commande.

Une exception est envisagée pour les 9 sites suivants :

- Département 83 – Hyères vivres postés ;
- Département 56 – Penthievre – restaurant unique ;
- Département 69 – Limonest – cafétéria ;
- Département 29 – Landivisiau – station Cranou ;
- Département 11 – Bram – la Régine ;
- Département 70 – Restaurant servance ;
- Département 16 – Cognac – restaurant officiers ;
- Département 06 – Mont-Agel – EAR ;
- Département 11 – Narbonne – mess.

En raison de leur taille et de leur capacité d'absorption, le montant minimum de commande ne peut pas dépasser 50€. Dans les cas où ce montant minimum de commande par livraison n'est pas respecté, le titulaire a la faculté d'imputer des frais de port ou de refuser la commande.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- l'ensemble des dépenses administratives inhérentes à l'exécution du contrat (Ex. : reporting) ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- le conditionnement, l'emballage, le transport et les frais divers ;
- la livraison ;
- la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle à hauteur de 4%.

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est octobre 2025.

Offres promotionnelles

Tous les prix de l'accord-cadre peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- une augmentation des taux de remise concernant le catalogue ;
- des prestations identiques proposées à des conditions plus avantageuses
- une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;
- une combinaison de points listés ci-dessus.

Le Titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des bénéficiaires potentiels de la promotion.

En cas d'accord de l'EdA, ce dernier émet un certificat administratif.

5.2. AJUSTEMENT DES PRIX

La révision du prix est **bimensuelle (tous les 15 jours)**.

Les périodes de révisions tarifaires sont les suivantes :

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Date d'entrée en vigueur de la révision tarifaire		1 ^{er} et 16 janvier	1 ^{er} et 15 février	1 ^{er} et 16 mars	1 ^{er} et 16 avril	1 ^{er} et 16 mai	1 ^{er} et 16 juin	1 ^{er} et 16 juillet	1 ^{er} et 16 août	1 ^{er} et 16 septembre	1 ^{er} et 16 octobre	1 ^{er} et 16 novembre	1 ^{er} et 16 décembre
Périodes concernées	1 ^{ère} période	1 ^{er} au 15 janvier	1 ^{er} au 14 février	1 ^{er} au 15 mars	1 ^{er} au 15 avril	1 ^{er} au 15 mai	1 ^{er} au 15 juin	1 ^{er} au 15 juillet	1 ^{er} au 15 août	1 ^{er} au 15 septembre	1 ^{er} au 15 octobre	1 ^{er} au 15 novembre	1 ^{er} au 15 décembre
	2 ^{ème} période	16 au 31 janvier	15 au 28 février	16 au 31 mars	16 au 30 avril	16 au 31 mai	16 au 30 juin	16 au 31 juillet	16 au 31 août	16 au 30 septembre	16 au 31 octobre	16 au 30 novembre	16 au 31 décembre

Le prix proposé lors de la remise de l'offre évolue de manière bimensuelle et est impérativement soumis à validation auprès du pouvoir adjudicateur (acheteur : emilie.pham@economat-armees.fr, et en copie : chef de produit : nolwenn.leroch@economat-armees.fr), la marge restant fixe sur la durée de l'accord-cadre à bons de commande. Cette dernière reste inchangée en cas de reconduction(s) de l'accord-cadre à bons de commande.

Les prix variables sont transmis par voie électronique au plus tard :

- Avant le 25 du mois précédent pour une application sur la 1^{ère} période ;
- Avant le 10 du mois concerné pour une application sur la 2^{ème} période.

Les validations des tarifs se font sous 48 heures au maximum par le pouvoir adjudicateur, après analyse et négociation.

En cas d'absence de réponses et/ou validation par le pouvoir adjudicateur, les prix sont systématiquement validés. En cas d'absence de réponses par le titulaire, les anciens prix sont reconduits pour la période concernée.

Les prix de facturation sont ceux :

- de la mercuriale de la 1^{ère} période pour toute commande passée entre le 1^{er} et 15 du mois concerné et/ou pour une livraison sur la 1^{ère} période ou sur la 2^{ème} période ;
- de la mercuriale de la 2^{ème} période pour toute commande passée entre le 16 et 31 du mois concerné et /ou pour une livraison sur la 2^{ème} période ou sur la 1^{ère} période suivante.

Dans tous les cas, les prix d'achat qui seront facturés doivent être connus au moment du passage de la commande.

A défaut de transmission dans ce délai, les anciens prix sont reconduits pour la période concernée.

Les mercuriales ainsi transmises mentionnent obligatoirement et au minimum :

- la désignation du produit ;
- le calibre ou poids de la pièce ;
- la provenance ;
- la nature des produits (conventionnel, issu de l'agriculture biologique, « EGalim » etc...)
- le conditionnement en précisant le poids du colis ;
- l'unité de vente et l'unité de facturation ;
- le prix HT ;
- le code fournisseur du produit le cas échéant.

5.3. CLAUSE DE SAUVEGARDE

En cas de hausse de prix annuelle de l'accord-cadre à bons de commande de plus de 7% par rapport au montant de l'offre initialement convenu, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation.

ARTICLE 6 – CORRESPONDANT EN CHARGE DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

Le correspondant de l'Economat des Armées en charge du suivi de l'accord-cadre à bons de commande est le chef de produits, dont les coordonnées sont fournies par l'EdA au titulaire dans la phase préliminaire à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Pour les autres niveaux de suivi, se référer à l'annexe 1 au présent document.

Afin de garantir un bon suivi de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, le titulaire désigne dans l'annexe 6 à l'acte d'engagement les personnes qualifiées ayant la responsabilité de prendre ou de faire prendre toute décision au nom du titulaire et dont les principales missions sont le suivi administratif et technique de l'accord-cadre à bons de commande (gestion des bons de commandes, tarif...).

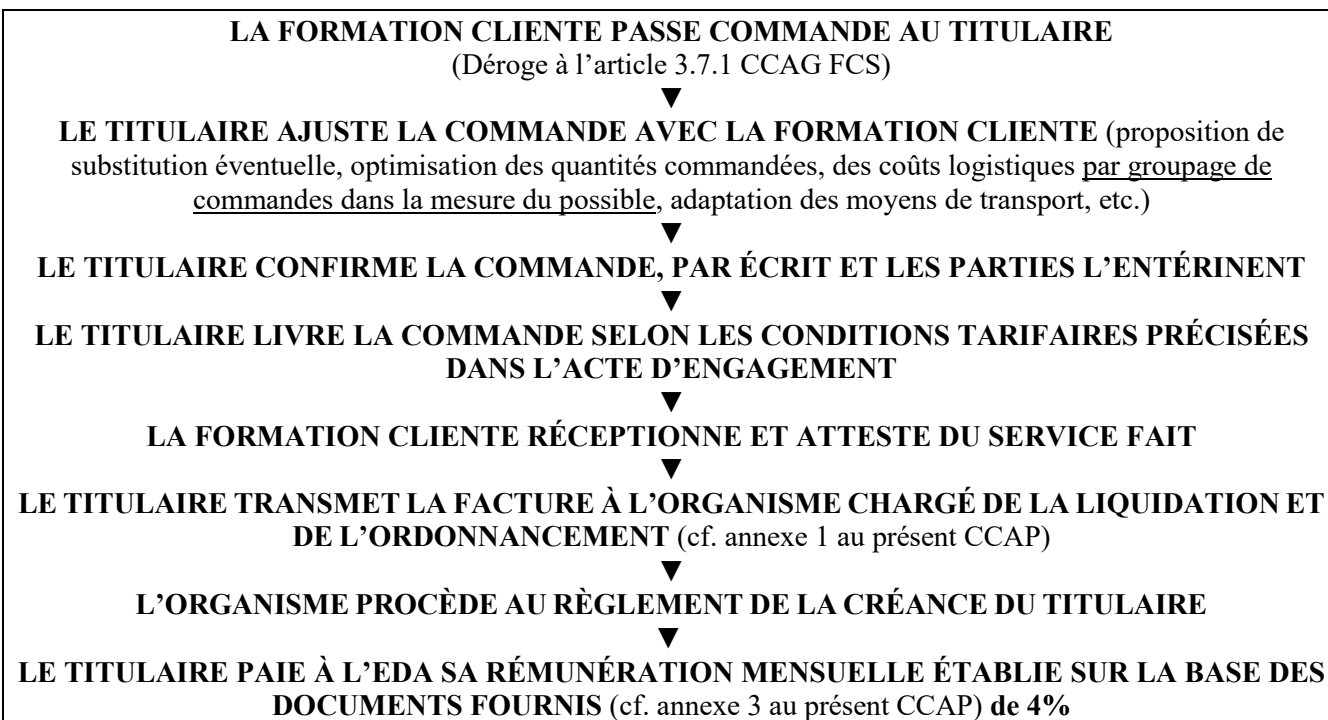
ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

7.1. AUTORITES CHARGÉES DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Tous les renseignements nécessaires concernant les formations clientes figurent en annexe 1 au présent document.

ATTENTION : l'adresse de livraison n'est pas la même que celle indiquée pour la facturation. Le titulaire ne doit donc pas joindre sa facture aux produits livrés.

7.2. SCHEMA D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE



7.3. PROCESSUS DE COMMANDE

Le processus de commande est géré directement entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et la formation cliente.

Les bons de commande doivent impérativement mentionner :

- les nom et adresse de la formation cliente ;
- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro de l'engagement juridique de l'accord-cadre à bons de commande, le cas échéant ;
- le nom du fournisseur titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (la société) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission de la commande ;

- la(es) date(s) prévue(s) de(s) livraison(s) et la plage horaire de livraison de la formation cliente ;
- le code article pour chaque produit commandé ;
- la nature des produits (conventionnel, issu de l'agriculture biologique, « EGalim »etc...) ;
- la quantité commandée par produit ;
- le montant unitaire de chaque produit HT ;
- le montant total de la commande HT et TTC ;
- l'adresse de facturation ;
- les nom et signature de la personne habilitée à passer commande.

7.3.1. Mise en place de l'échange de données informatiques (EDI)

Afin de faciliter la gestion des bons de commande via l'outil de gestion prévisionnel de production (COALAA), le titulaire doit être en capacité d'accepter des commandes sous format EDI ou à défaut par mail. Le format utilisé (type et forme d'informations exigés) sera défini lors de la phase de calage.

7.4. REPORTING

Le titulaire communique mensuellement les éléments suivants sous un délai de 15 jours du mois d'après (exemple : reporting de janvier à communiquer avant le 15 février) :

- une déclaration du chiffre d'affaire (annexe 3 au présent document) **au pouvoir adjudicateur ;**
- un reporting des volumes achetés ainsi que le chiffre d'affaires par produit sur le mois écoulé (annexe 4 au présent document) **au pouvoir adjudicateur et à chaque client.**

7.5. VISITE OBLIGATOIRE AU COURS DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

Une visite obligatoire de chaque formation cliente est exigée au cours du premier trimestre d'exécution de l'accord-cadre à bon de commande. Le titulaire prend l'attache de la formation cliente dont les coordonnées lui sont transmises pour fixer une date et établir les modalités de la visite. Celle-ci a pour objectif la collecte d'informations nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande et de préciser éventuellement certains points spécifiques au fonctionnement de la formation cliente.

7.5.1. Spécificités d'exécution de la succursale logistiques vivres (SLV) du pôle Toulon

La succursale logistiques vivres de Toulon a un fonctionnement spécifique qui se traduit par des demandes particulières auprès du titulaire. Ces spécificités dont la liste non exhaustive est produite ci-dessous sont précisées lors de la visite obligatoire de la formation cliente au cours du premier mois d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande:

- livraison entre 6h et 6h30 ;
- le bon de livraison devra reprendre les mêmes informations que le bon de commande (références, désignations, quantités, etc.) afin de permettre une vérification claire et conforme des prestations ;
- La succursale logistiques vivres du pôle Toulon assure la redistribution des denrées après-réception aux clients.

7.5.2. Spécificités d'exécution du Centre Logistique Vivres (CLV) de Brest

Le CLV de Brest a un fonctionnement spécifique qui se traduit par des demandes particulières auprès du titulaire. Le CLV centralise les commandes et livraisons pour tous les clients de la base navale de Brest (bateaux et restaurants).

Ces spécificités dont la liste non exhaustive est produite ci-dessous sont précisées lors de la visite obligatoire de la formation cliente au cours du premier mois d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande :

- livraison au CLV entre 6h et 6h30 ;
- livraison spécifique à partir de 03h30 tous les lundis et lendemain de jours fériés/congés de

l'équipe sur place et selon les aléas opérationnels ;

- **le bon de livraison devra reprendre les mêmes informations que le bon de commande (références, désignations, quantités, etc.) afin de permettre une vérification claire et conforme des prestations ;**
- **BL en 2 exemplaires ;**
- **Le bénéficiaire (CLV) assure la redistribution des denrées après-réception aux clients.**

7.5.3. Accréditation des chauffeurs

Des formalités d'accès aux sites des formations clientes à livrer notamment la vérification de l'identité des chauffeurs livreurs débouchant sur une habilitation ou non des profils proposés par le titulaire sont prévues avant le démarrage de l'accord-cadre à bons de commande. Elles sont indispensables au bon déroulement des livraisons. Avant le démarrage de l'accord-cadre à bons de commande, il est recommandé au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande de faire accréditer 2 à 3 chauffeurs par site afin d'anticiper les congés, indisponibilité ou toute autre cause de substitution du chauffeur habituel qui pourraient entraîner des blocages lors de la livraison.

7.6. PLAN D'ACCOMPAGNEMENT COMMERCIAL ET SUIVI EDA

Le titulaire met en œuvre les actions ci-dessous :

Liste des actions	Points à mettre en avant	Échéances
Proposer une offre « poisson du jour »	/	A chaque envoi de mercuriales
Réalisation et envoi de newsletters à chaque client	Produits « EGalim », produits issus de l'agriculture biologique, pêche côtière, etc...	Tous les mois
Réalisation d'animations commerciales chez les clients		A minima une fois par an
Envoi des mercuriales à chaque client après validation par le pouvoir adjudicateur	/	Bimensuelle
Prise de RDV avec chaque client	Faire le point sur le taux de prise « EGalim » et produits issus de l'agriculture biologique avec si nécessaire un plan d'action associé afin de répondre aux objectifs.	Chaque trimestre
Organiser des journées « découvertes »	/	à l'initiative du titulaire
Envoi d'un bilan qualité au pouvoir adjudicateur (à l'acheteur, chef de produit et service qualité) : emilie.pham@economat-armees.fr nolwenn.leroch@economat-armees.fr solenn.le.quilleuc@economat-armees.fr	Taux de substitution (seulement si EDI), taux de service à la livraison, taux de service à la ligne, taux de ligne sans avoir + motif des avoirs, taux de non conformités, motif des non-conformités....	Chaque trimestre

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE LIVRAISON

8.1. CONDITIONS DE LIVRAISON

Les livraisons s'effectuent, franco de port et d'emballage, aux adresses indiquées à l'annexe 1 au présent CCAP.

Le titulaire s'engage à approvisionner l'intégralité des sites (y compris ceux rajoutés en cours d'exécution) situés dans le(s) département(s) composant l'(es) accord(s)-cadre(s) à bons de commande.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande livre les produits aux formations clientes dans les conditions définies ci-après :

- les livraisons sont effectuées selon le montant minimum de commande toutes taxes comprises hors TVA et ne doit pas dépasser 100 euros et 50 euros pour 9 sites définis ;
- le titulaire doit impérativement respecter les délais de livraison qui ne devront pas dépasser J+2 (à partir de la date de commande).

Accès aux sites sécurisés : les formations clientes étant des sites sensibles, leur accès peut être réglementé. Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre afin de se mettre en conformité avec les éventuelles contraintes d'accès et de circulation intérieure du site client.

8.2. PROCESSUS DE LIVRAISON

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Chaque colis présente une étiquette reprenant le nom de la formation cliente (nom ne permettant pas d'identifier le ministère des armées, nom du service destinataire, etc...) et la nature des produits, la désignation du produit et toutes mentions obligatoires conformément à la réglementation en vigueur.

8.2.1. Conditionnement

Les produits sont présentés dans un conditionnement conforme aux normes en vigueur et aux usages de la profession. Ils sont livrés dans un emballage de regroupement de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

8.2.2. Etiquetage des colis

Chaque colis présente une étiquette reprenant les mentions légales obligatoires prévues par le code de la consommation.

8.2.3. Horaires de livraison

Les jours de livraison sont déterminés, après notification, par accord entre le titulaire et chaque formation cliente. Les horaires de livraisons sont fixés entre 6H00 et 10H00, sauf cas particuliers.

8.2.4. Délais de livraison

Deux impératifs doivent être conciliés : d'une part, un approvisionnement régulier de la formation cliente qui doit s'efforcer de massifier ses commandes en tenant compte de ses capacités de stockage et, d'autre part, la nécessité d'organiser des tournées de livraisons cohérentes permettant d'optimiser les coûts de transport.

8.2.5. Lieux de livraison

Les adresses de livraison des produits sont indiquées dans l'annexe 1 du présent document.

8.2.6. Bons de livraison

Le bordereau de livraison doit comporter :

- les coordonnées de la société ;
- les références de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les références de la commande ;
- l'identification de la formation cliente destinataire ;
- les codes articles ;
- les quantités livrées par article ;
- les montants unitaires des produits en euros HT et TTC ;
- le montant total à payer en euros HT et TTC ;

- la date de livraison ;
- la signature des représentants des parties (titulaire et formation cliente).

Un exemplaire du bon de livraison émarginé doit être annexé à la facture pour son paiement.
Le titulaire établit un bon de livraison par commande.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par le client vaut transfert de propriété des produits.

8.2.7. Contrôles à la livraison

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées lors de l'arrivée des produits sur le lieu de livraison finale.

En fonction des contrôles effectués par la formation cliente, celle-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 8 heures suivant la livraison.

Lors de l'ouverture des colis, et dans les 8 heures suivant la livraison, si le client constate une défectuosité que le contrôle à la réception, qui ne peut pas être approfondi, n'a pas permis de déceler, il a la possibilité de refuser les marchandises concernées. Il adresse un courriel ou une télécopie au titulaire relatant l'incident.

Les produits facturés, mais constatés manquants lors du contrôle des produits effectués par le destinataire final, font l'objet d'une annotation sur le bon de livraison.

La formation cliente (dont la dénomination est indiquée sur le bon de commande) établit les contrôles suivants en réception :

- identité du titulaire (ou son sous-traitant logistique : à indiquer) ;
- respect du jour de livraison et de l'heure de rendez-vous ;
- conformité des documents de transport et de livraison ;
- conformité de la livraison par rapport à la commande confirmée ;
- comptage des supports par référence (colis, etc.) ;
- état apparent des colis ;
- contrôle des lots ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités des produits.

8.3. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur livraison. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Le transfert de propriété entre le fournisseur et la formation cliente est effectif lors de la signature du bon de livraison ou CMR par les deux parties.

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. À chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

ARTICLE 9 - MODALITÉS FINANCIÈRES

Les règlements se font en fonction des clients, par virement administratif ou via le système de la carte achats

Attention : pour les clients de TOULON et BREST, le paiement par carte achat est imposé

9.1. MANDAT ADMINISTRATIF

9.1.1. Emission et envoi des factures

Le titulaire livre les produits à la formation cliente, laquelle certifie le bon de livraison valorisé. Cette signature autorise l'émission de la facture par le titulaire et son envoi à **l'organisme chargé de la liquidation et de l'ordonnancement (service exécutant)**. Chaque facture est numérotée et fait référence à **une commande précise** pour l'accord-cadre à bons de commande considéré.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (chorus-pro.gouv.fr).

9.1.2. Descriptif des factures

Outre les mentions légales, chaque facture doit comporter au minimum les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- **le numéro d'engagement juridique ;**
- le code du service exécutant repris du bon de commande ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- les noms et adresse de la formation cliente (adresse de livraison) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué dans l'acte d'engagement ;
- le numéro du bon de livraison correspondant ;
- la nature des produits livrés, leur quantité ou leur poids et leur prix unitaire hors taxe sur la valeur ajoutée ;
- la date de livraison ;
- le(s) code(s) produit(s) du fournisseur ;¹
- la nature des produits (conventionnel, issu de l'agriculture biologique, « EGalim », etc..)
- le montant unitaire de chaque produit hors taxes ;
- le montant total HT de la commande ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer.

9.1.3. Modalités de règlement

- Mode de paiement

Virement bancaire (virement administratif) ou règlement par carte achat.

- Délai de paiement

Le paiement des factures intervient par mandat administratif dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'ordonnateur des dépenses et le comptable assignataire énuméré en annexe 1 au présent document.

Le paiement des factures intervient sous quatre (4) jours en cas de paiement par carte achat, sous réserve de l'admission des produits par la formation cliente.

Si les justificatifs présentés par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 9.1, la formation cliente ou son organisme de paiement prévient par écrit le titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

¹Ce(s) code(s) produit(s) doit (vent) être identique(s) à celui (ceux) mentionné(s) dans les bons de livraison

- Intérêts moratoires

A défaut de paiement dans les 30 jours maximums à compter de la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

9.1.4. Avances/Acomptes

Aucune avance ou aucun acompte, ni forfaitaire, ni facultatif n'est versé.

9.1.5. Autorité chargée d'assurer l'émission de la demande de paiement (service exécutant) des factures et comptable assignataire

Le nom de l'autorité chargée d'assurer l'émission de la demande de paiement (service exécutant) des factures sera envoyé après notification de l'accord-cadre à bons de commande, auprès du titulaire.

9.2. SYSTEME DE REGLEMENT PAR CARTE D'ACHAT

Attention : pour les clients de TOULON, merci de se référer à l'annexe 7 « carte achat Toulon »

Le présent article a pour objet de fixer les modalités d'exécution du présent accord-cadre à bons de commande selon le système par carte d'achat de passation des commandes, conformément aux dispositions du décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004.

Le titulaire dispose d'un délai maximum d'un (1) mois pour la mise en place de la carte d'achat, à compter de la date de notification de l'accord-cadre à bons de commande.

9.2.1. Mise en place du dispositif carte d'achat

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à passer un contrat fournisseur carte achats avec l'organisme bancaire (titulaire du marché conclu par l'administration relatif à l'acquisition de carte d'achat et de prestations annexes à destination des agents du ministère des armées), ou l'un de ses correspondants bancaires.

L'attention du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande est attirée sur le fait que l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par carte d'achat entraîne des frais de gestion.

Par ailleurs, la banque du titulaire doit pratiquer le dispositif carte d'achat. Les banques, notamment BNP, Natixis, Banque populaire, HSBC, Société Générale, Crédit Mutuel et Caisse d'Epargne acceptent ce dispositif.

9.2.2. Emission des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS, les commandes passées au titre de l'accord-cadre à bons de commande peuvent être notifiées au titulaire par tout porteur de carte d'achat au sens du décret n°2023-209 du 27 mars 2023.

Les bons de commandes émis par carte d'achat peuvent être de deux natures :

- dématérialisés au moyen du portail Internet (interface entre l'administration et le titulaire) ;
- transmis par télécopie ou par courrier électronique.

Les commandes émises en dehors du dispositif d'exécution de la carte d'achat doivent être rejetées par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande. Elles ne peuvent pas faire l'objet d'un paiement par l'administration.

Les bons de commandes portent les mentions suivantes :

- les noms et adresse de la formation cliente ;
- le numéro et date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- **le numéro d'engagement juridique** ;
- le code du service exécutant ;
- le nom du fournisseur titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (société) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- la (es) date(s) prévue(s) de(s) livraison(s) et la plage horaire de livraison du client ;
- le code article pour chaque produit commandé ;
- la nature des produits ;
- le conditionnement ;
- la quantité commandée par produit ;
- le montant unitaire de chaque produit hors taxes ;
- le montant total HT de la commande ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer ;
- les signatures, nom et qualité de la personne habilitée à passer commande.

9.2.3. Mesures transitoires

Dans le premier mois suivant la notification et dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas encore mis en place la carte d'achat, le bon de commande est émis sur support papier en comportant les mêmes éléments que ceux cités au paragraphe 9.1.2 et fait l'objet d'un paiement dans les conditions fixées à l'article 9.1 du présent CCAP.

9.2.4. Cas du refus ou du retrait de l'agrément de carte d'achat par l'émetteur en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande

L'agrément du titulaire peut être refusé ou lui être retiré en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'émetteur des cartes d'achat (établissement bancaire).

Dans ce cas, les bons de commande sont émis sur support papier en comportant les mêmes éléments que ceux cités au paragraphe précédent (ne figurent plus les informations relatives au porteur de la carte d'achat).

Le règlement de la facture est effectué par mandat administratif dans un délai maximum de trente (30) jours par l'ordonnateur des dépenses et le comptable assignataire énuméré dans l'acte d'engagement :

- soit de sa réception si la fourniture est admise ;
- soit de l'admission de la fourniture si la date de réception de la facture lui est antérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ouvre au titulaire le droit à paiement d'intérêts moratoires calculés au taux de l'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

9.2.5. Modalités de règlement et de facturation

Un récapitulatif de commande est adressé au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande en fin de décade. Ce récapitulatif mentionne également les noms, prénoms, coordonnées et signature du porteur de la carte d'achat ainsi que le numéro de la carte d'achat (lorsque le client paye par carte achat), sa date de validité et enfin, le numéro de compte client chez le titulaire.

Parallèlement, le titulaire s'engage à adresser les factures en un seul exemplaire en précisant impérativement si la facture a été acquittée (par carte d'achat ou par virement administratif), à l'adresse du service exécutant chargé de la liquidation.

Chaque facture correspond à une commande et comporte obligatoirement :

- la raison sociale de l'entreprise et sa forme juridique ;
- l'adresse commerciale ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le numéro d'identification SIRET ;
- la désignation et le numéro du compte à créditer ;
- le numéro, la date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro et la date de la commande ;
- **le numéro de l'engagement juridique de l'accord-cadre à bons de commande ;**
- le code du service exécutant repris du bon de commande ;
- la désignation des fournitures reprise du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison correspondant,
- la nature des produits livrés, leur quantité ou leur poids et leur prix unitaire hors taxe sur la valeur ajoutée ;
- la date de facturation ;
- la date de la livraison ;
- le(s) code(s) produit(s) du fournisseur² ;
- les prix unitaires hors taxes ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer.

En cas de litige relatif au montant des factures, le bénéficiaire dispose d'un délai de trente (30) jours suivant la réception du relevé d'opérations de l'organisme bancaire par le service liquidateur de l'administration pour notifier ses observations au titulaire.

Dans l'hypothèse où les contestations s'avèreraient fondées, le titulaire s'engage à mettre en place, conjointement avec l'émetteur des cartes d'achat un dispositif d'avoir.

En cas d'impossibilité de mise en œuvre de ce dispositif, le bénéficiaire se réserve le droit d'émettre un titre de perception permettant de recouvrer les créances concernées.

9.2.6. Régime dérogatoire

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne peut procéder au nantissement ou à la cession de tout ou partie du présent accord-cadre à bons de commande.

9.3. REMUNERATION DE L'EDÀ AU TITRE DE L'INTERMEDIATION CONTRACTUELLE

Elle se compose d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires HT réalisé chaque mois de 4%.

Le chiffre d'affaires est le produit de la fourniture, à la formation cliente de l'EdA, des produits définis contractuellement entre l'EdA et le titulaire, aux prix validés et pratiqués sur la période concernée.

9.3.1. Procédure

- ***Déclaration de chiffres d'affaires et reporting***

²Ce(s) code(s) produit(s) doit (vent) être identique(s) à celui (ceux) mentionné(s) dans les bons de livraison

Le titulaire doit fournir mensuellement, dans les 15 jours ouvrés suivant la fin du mois concerné, sous forme de fichier de type EXCEL les annexes 3 et 4 au présent document avec différentes données à indiquer. Les données financières sont en euros HT (comprenant toutes charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement le produit).

- ***Émission de la facture d'intermédiation contractuelle (IC)***

Le titulaire transmet les « annexes reporting » (annexes 3 et 4 au présent document) à Mme Laura Noury (laura.noury@economat-armees.fr), chargée de la facturation.

À réception des éléments mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur effectue des contrôles et émet une facture.

- ***Mode de paiement de l'intermédiation contractuelle (IC)***

Le titulaire règle les factures à l'EdA dans un délai de trente (30) jours calendaires suivant la date d'émission de la facture.

Le paiement intervient par virement bancaire, rappelant les numéros et date de facture ou par chèque à l'ordre de l'Economat des Armées.

En cas de défaut de paiement et après plusieurs relances, l'EdA se réserve la possibilité d'initier une procédure de recouvrement par voie d'huissier.

En cas de retard, défaut ou reliquat de paiement de la part des clients, le paiement de l'intermédiation contractuelle se fait au prorata des sommes perçues par le titulaire.

- ***Contrôle des éléments communiqués***

Le titulaire adresse à l'EdA par courrier recommandé avec AR, une fois par an dans le courant du 1^{er} semestre suivant l'année écoulée, à l'attention de la Direction des Achats, une attestation de son Expert-Comptable ou Commissaire aux Comptes certifiant le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année N.

9.3.2. Défaut de déclaration

- ***Déclaration erronée***

- En cas de surestimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit un avoir correspondant au trop perçu sur le mois précédent.
- En cas de sous-estimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit une facture complémentaire majorée d'une pénalité de 10 % basée sur la totalité des sommes certifiées sur le mois concerné.

- ***Défaut de déclaration***

Dans le cas où le titulaire omet de communiquer au pouvoir adjudicateur dans les délais susmentionnés le chiffre d'affaires du mois écoulé, le titulaire est passible de la pénalité prévue à l'article 10.1 du présent document.

ARTICLE 10 – SANCTIONS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION

LES MANQUEMENTS CONSTATES DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE SONT NOTIFIES AU TITULAIRE ET PEUVENT DONNER LIEU A DES SANCTIONS LISTEES CI-DESSOUS.

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 10.1	Défaillance temporaire du titulaire	Défaillance du titulaire sans issue
Sanction	Avertissement écrit	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Mise en demeure	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul (cf. article 10.1)	Frais et risques	Résiliation (après mise en demeure)
Type d'acte de notification au titulaire	Courriel	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier

10.1. PENALITES

Modification fautive du référentiel produit	Toute modification du référentiel dans un délai inférieur à 15 jours calendaires peut entraîner le paiement d'une pénalité forfaitaire de 600 € HT par caractéristique modifiée. En cas de changement simultané de plusieurs caractéristiques d'un même article, la pénalité est de 600 € HT.
Non-conformité générale	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, suite à analyses de laboratoire (art. 9.3 du CCTP) ou tout autre non-conformité en lien avec le CCAP, ou à défaut le CCAG/FCS, dûment constaté par le Pouvoir Adjudicateur, une pénalité forfaitaire de 500 € HT pourra être appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au Titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de 2 jours ouvrés maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (formation cliente).</p> <p>Si la reprise nécessite le transport des produits non-conformes, les frais de transport sont à la charge du Titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est de facto réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction est à la charge du Titulaire. Elle est déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyses de laboratoire non-conformes, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 9.3 du présent CCAP.</p>
Rupture	<p>Si un retard de livraison est supérieur à 4 heures pour un bon de commande, la formation cliente considère alors que c'est une rupture.</p> <p>Dans ce cas, une pénalité est appliquée :</p> $P = V \times 20 \%$ <p><u>Avec</u> :</p> <p>P : montant de la pénalité HT ;</p> <p>V : valeur des produits en euro HT non livrés.</p> <p>Cette non-livraison constitue une entorse grave au présent accord-cadre à bons de commande et peut être la cause d'une exécution aux frais et risques telle que prévue à l'article 10.2 du présent document.</p>
Substitution non validée	<p>Lorsqu'un produit doit faire l'objet d'une substitution, le titulaire s'engage à respecter la procédure décrite à l'article 4.1 du présent document.</p> <p>➤ Substitution de produits : en cas de substitution d'office de produits par le titulaire, c'est-à-dire sans l'accord express de la formation cliente, la marchandise est refusée.</p> <p>La marchandise objet de la substitution non validée est retournée au titulaire. Tous les frais de retour sont à la charge du titulaire.</p> <p>Ces substitutions non acceptées, constatées à l'ouverture des marchandises peuvent faire l'objet d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 300 € HT par produit.</p>
Absence de reporting mensuel	En cas de non fourniture des reportings mensuels de consommation (cf. annexe 4 au présent document), une pénalité de 100 €HT par jour de retard est appliquée.
Défaut de déclaration de l'IC	Dans le cas où le titulaire omet de communiquer dans les délais susmentionnés le CA du mois écoulé au pouvoir adjudicateur, ce dernier établit sa facture, au vu de la déclaration fournie par la formation cliente, majorée de 1,5% du CA réalisé sur le mois concerné.

Alerte sanitaire	<p>En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité est appliquée systématiquement comme suit :</p> <p>5% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un accord-cadre à bons de commande avec montant estimatif annuel $\leq 200 \text{ K€}$</p> <p>10% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un accord-cadre à bons de commande avec montant estimatif annuel $>200 \text{ K} \leq 500\text{k€}$</p> <p>15% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un accord-cadre à bons de commande avec montant estimatif annuel $> 500\text{K} \leq 1\text{M€}$</p> <p>20% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un accord-cadre à bons de commande avec montant estimatif annuel $>1 \text{ M€}$.</p> <p>Un minimum forfaitaire de 750 € HT est appliqué par référence litigieuse.</p>
Dispositions communes	<p>Les pénalités pour retard de livraison, pour rupture, substitution non validée, modification fautive du référentiel sont facturées par les clients, sans mise en demeure préalable. Elles sont déduites automatiquement du compte du titulaire sans remettre en question la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.</p> <p>Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite de 15% du montant HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>

10.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG/FCS, des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant toutes taxes comprises hors TVA des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 euros HT.

10.3. RÉSILIATION

10.3.1. Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

La résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le titulaire et notamment en l'absence de règlement de la commission sur vente sur deux mois consécutifs ;
- dans les cas prévus à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- dans l'hypothèse de non déclaration des chiffres d'affaires et/ou de refus de fournir l'attestation de chiffre d'affaires, non exécutions répétées, défaillances ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de l'exécution de la prestation.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.3.4. Résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique au titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 11 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Le personnel doit se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites de livraison et se soumettre à d'éventuels contrôles. En cas de refus de leur part, le titulaire doit répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Les véhicules affectés à la prestation peuvent faire l'objet de contrôles inopinés dans les cas suivants :

- à l'entrée du site, en cas de refus du contrôle, le véhicule en question ne peut pénétrer à l'intérieur de l'enceinte militaire ;
- à l'intérieur du site, sur saisine de l'autorité militaire et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part de l'entrepreneur ;
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

En cas d'alerte (exercice ou réelle), quelle que soit sa nature, le personnel muni de son véhicule peut être appelé à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents.

L'inexécution des tâches contractuelles définies à la suite de telles alertes ne fait courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande. Celui-ci ne peut prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes informations portées à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur et des formations clientes, aux produits et services qu'ils proposent, aux prix qu'ils pratiquent, à leur savoir-faire ou à leurs clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur et les formations clientes s'engagent à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire et s'engagent à faire respecter la confidentialité des informations portées sur les bons de commande et les factures. Ces informations ne peuvent ni être divulguées ni être utilisées directement auprès d'un quelconque fournisseur.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au pouvoir adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

ARTICLE 13 - LITIGES

Dans le cas où les discussions entre le titulaire et la formation cliente ne peuvent pas aboutir à un commun accord concernant une rupture ou un retard, il est possible de se référer à un tiers (ici le pouvoir adjudicateur) afin de concilier les parties par la mise en place de dispositions communes.

À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 2.1	Parties contractantes et bénéficiaires	Article 3.7.1
Article 3	Pièces de l'accord-cadre à bons de commande	Article 4.1
Article 7.2	Schéma d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande	Article 3.7.1
Article 8.2.6	Bons de livraison	Article 31
Article 8.2.7	Contrôles à la livraison	Article 30.1
Article 10.1	Sanctions et pénalités	Article 14.1.3
Article 10.2	Exécution aux frais et risques	Article 45

Article 10.3	Résiliation	Articles 38 à 40 Article 42
--------------	-------------	--------------------------------